



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
CS 70721
50000 Saint-lo Cedex

Saint-lô, le 01/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNEH Matériaux SAS

Les Carrières Rouges
50490 Muneville-Le-Bingard

Références : 2024 - 550
Code AIOT : 0005301366

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement SNEH Matériaux SAS implanté Les Carrières Rouges 50490 Muneville-le-Bingard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNEH Matériaux SAS
- Les Carrières Rouges 50490 Muneville-le-Bingard
- Code AIOT : 0005301366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière de grès rouge a débuté il y a une quarantaine d'années (AP initial du 1er décembre 1981).

Le renouvellement d'autorisation d'exploiter cette carrière a été accordé en dernier lieu par un arrêté du 19 décembre 2007 pour une durée de 30 ans.

Cette autorisation porte sur une surface totale de 115ha (82ha pour extraction, 22ha pour les stockages, 10ha pour les installations). La production maximale autorisée s'élève à 1000000 t/an au total.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Hauteur des stocks	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 21.3	Demande d'action corrective	6 mois
9	Qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Bilan hydrique	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 9	Sans objet
2	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 12	Sans objet
3	Accidents ou incidents	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 14	Sans objet
4	Phasage	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 18	Sans objet
5	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 21.2	Sans objet
7	Protection visuelle et acoustique	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 26	Sans objet
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection entraîne quelques demandes d'actions correctives et de justificatifs qui ne remettent pas en cause le constat de bonne exploitation de cette carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Modifications depuis inspection précédente
Prescription contrôlée :

<p>Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, de l'installation de traitement des matériaux, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté à la connaissance de M. le préfet de la Manche.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé que l'organisation de la carrière est stable. Il n'y a pas eu de modification particulière de matériels (simples remplacements).</p> <p>Un point a été fait sur le travail temporaire de nuit qui a été intéressant économiquement, aucune plainte n'a été reçue. Il n'y a pas de nouvelle demande prévue pour 2025. Il est possible que le travail de nuit ne soit pas mené jusqu'à l'échéance prévue en fin d'année 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'arrêt de l'activité nocturne avant l'échéance sollicitée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan topographique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dernière mise à jour plan du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant, Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état, produit en vue de la détermination des garanties financières, sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan mis à jour en novembre 2023, réalisé par le cabinet Dominique BELLANGER à VIRE, qui utilise le survol du site par drone pour ce faire.</p> <p>Le plan présente des cotes moyennes par secteur géographique. L'exploitant a indiqué que la</p>

précision des cotes est de l'ordre de 1,5 m de haut par zone. Ce niveau de précision permet notamment de justifier le respect de la cote - 33 m NGF fixée par l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accidents ou incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Incidents depuis précédente inspection

Prescription contrôlée :

Tout accident ou incident intéressant la sécurité ou la salubrité publiques ou du personnel doit être porté immédiatement à la connaissance du préfet et de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - Subdivision de la Manche. Par ailleurs, l'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais. L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.

Constats :

Aucun incident n'est à noter sur le périmètre de la carrière depuis la précédente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Respect du plan de phasage prévisionnel

Prescription contrôlée :

Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Manche. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée. La dernière année est consacrée à l'achèvement de la remise en état.

Constats :

Un retard de phasage dans l'exploitation du site est observé, cependant le plan de la phase 3 (2023-2027) annexé à l'arrêté d'autorisation reste représentatif de la situation observée sur le terrain. Une mise à jour du plan de phasage n'est donc pas nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 21.2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des hauteurs prévues
Prescription contrôlée : Les gradins auront une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre sera limité à 4. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau --33 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 10 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas. En fin d'exploitation, les fronts de taille seront abandonnés en laissant subsister des talus de pente inférieure à 70° par rapport à l'horizontale. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : L'examen du plan topographique présenté montre le respect des diverses limites prévues par l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Hauteur des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 21.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la hauteur prévue
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 10 m.
Constats : La visite du site a permis de constater que le stockage de sable en partie haute de la carrière demeure trop haut, comme cela avait déjà été constaté le 29 avril 2021. L'exploitant s'est engagé lors de la présente inspection à abaisser la hauteur de ce stock dans un délai de 6 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réduire la hauteur du stock de sable en partie haute de la carrière afin de respecter les 10 mètres requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Protection visuelle et acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Merlons périphériques
Prescription contrôlée :

Des merlons de 10 m de large et 5 m de haut sont aménagés en périphérie des zones exploitées pour assurer la protection visuelle et acoustique.
Constats : La présente inspection n'entraîne pas de remarque ou de demande vis-à-vis de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des liquides
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. ...Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.
Constats : L'exploitant a confirmé que le suivi de l'état de la rétention du local de stockage des huiles a été optimisé. Il fait l'objet d'un contrôle visuel mensuel. La visite du local a montré que son état de propreté a été amélioré depuis la précédente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Qualité des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux rejetées
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées aux points identifiés ci-dessus feront l'objet d'une analyse mensuelle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats du suivi mensuel de la qualité des eaux rejetées, avec l'assistance du laboratoire LABEO.

L'examen des résultats obtenus en 2024 montre que les concentrations des divers paramètres mesurés en janvier sont plus élevées que les autres mois. Il est demandé à l'exploitant d'expliquer les raisons de cet écart en janvier. Il convient qu'il veille à corréliser les résultats obtenus sur la qualité des effluents avec les données pluviométriques disponibles, cela conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation. En effet, les résultats de janvier 2024 pourraient s'expliquer par une pluviométrie importante en amont de la réalisation des prélèvements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de veiller à disposer des données pluviométriques du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Bassins de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 28.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi écologique
Prescription contrôlée : <p>Afin de faciliter l'entretien, chaque bassin est équipé d'une rampe permettant l'accès d'une chargeuse. Les bassins doivent, en tant que de besoins, faire l'objet de campagnes de curage régulières. Un suivi écologique sera réalisé en partenariat avec le centre permanent d'initiative pour l'environnement (CPIE) sur les landes situées à proximité des bassins de décantation.</p>
Constats : <p>L'exploitant confirme la réalisation du suivi écologique régulier. Un exemple de rapport annuel du CPIE a été présenté lors de l'inspection. Il montre clairement une évolution favorable de l'indice de la qualité écologique sur plusieurs années.</p> <p>La visite du site a montré que le premier bassin de gestion des eaux du site présente des traces de ravinement sur une de ses berges, il est demandé à l'exploitant d'assurer l'entretien de cette berge et d'assurer sa bonne stabilité.</p> <p>Les bassins assurent le potentiel hydraulique nécessaire pour la lutte contre l'incendie, il est demandé à l'exploitant de vérifier que les moyens mis à disposition des pompiers ont été réceptionnés par leurs soins.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant d'assurer le bon entretien des bassins de gestion des eaux du site et notamment la stabilité des berges.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que les moyens en eau mis à la disposition des pompiers ont été réceptionnés par leurs soins.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Bilan hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique
Prescription contrôlée : À l'issue d'une période équivalente à cinq années hydrologiques, un premier bilan hydrique détaillé sera établi et transmis à l'inspection des installations classées. Il devra permettre d'apprécier la faisabilité de la remise en état dans les délais prévus dans le dossier de demande (constitution d'un plan d'eau) ou proposer, le cas échéant, une modification des modalités de remise en état. Dans cette éventualité, la modification fera l'objet, après accord, d'un arrêté préfectoral complémentaire.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le bilan hydrique qui devait être produit en 2012. A défaut de retrouver ce document, l'exploitant est invité à rédiger une nouvelle mouture du bilan hydrique et à le comparer aux informations contenues dans l'étude d'impact du dossier de renouvellement. Cette analyse devra permettre de déterminer la justesse des données prises en compte dans l'étude d'impact concernant le chargement du plan d'eau après la remise en état finale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir un bilan hydrique et son analyse comparative avec les informations contenues dans l'étude d'impact de son dossier de renouvellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois